

N° 108

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 31 MARS 1971

Deux heures de l'après-midi.

PRIÈRE

M. Tolmie, du comité permanent de la justice et des questions juridiques, présente le sixième rapport dudit comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du mercredi 17 février 1971, le Comité a examiné le crédit suivant énuméré au Budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1972:

Le crédit n° 10 relatif à la Commission d'appel de l'impôt.

Le Comité le recommande à l'approbation de la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 15*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 49 aux Journaux*)

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre;

Bill S-13, Loi modifiant la Loi sur la Convention pour les pêcheries de l'Atlantique nord-ouest.— *M. Davis.*

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les trois questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 350—*M. Muir*

1. Quelles sont les fonctions de la Division de la coordination et des recherches parlementaires du Cabinet du président du Conseil privé?

2. Quels sont les noms des employés de cette division et quels sont leurs salaires annuels?

3. Quels sont les noms et les salaires annuels de ces employés et des autres employés directement affiliés au Cabinet du président du Conseil privé qui prêtent assistance à cette division dans l'exercice de ses fonctions?

4. Comment la division traite-t-elle avec les autres ministères et organismes dans l'exercice de ses fonctions?

5. Quels sont les noms et salaires annuels des employés des autres ministères et organismes avec lesquels la division traite régulièrement dans l'exercice de ses fonctions?

6. Quelles sont les fonctions additionnelles de toute personne nommée en réponse aux paragraphes (3) et (5) de cette question? (Document parlementaire n° 383-2/350).

N° 381—*M. Coates*

1. Combien de baux le gouvernement fédéral a-t-il signés avec des particuliers ou des entreprises pour un